

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CCAP N°RN102-Échangeur de Lempdès

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ETAT – Ministère de la Transition Écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) Auvergne Rhône-Alpes

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Auvergne Rhône-Alpes désignée par Arrêté Préfectoral en
vigueur

Objet du marché

RN102 – Liaison A75-Brioude
Reconfiguration de l'échangeur de Lempdes-sur-Allagnon

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 15 novembre 2021 à 16h00

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1. Objet du marché.....	6
1.2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1.3. Intervenants et formes de notification.....	6
1.3.1 - Mandataire du maître de l'ouvrage.....	6
1.3.2 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1.3.3 - Conduite d'opération.....	7
1.3.4 - Maîtrise d'œuvre.....	7
1.3.5 - Contrôle technique.....	7
1.3.6 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	7
1.3.7 - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	8
1.3.8 - Autres intervenants.....	8
1.3.9 - Représentation du pouvoir adjudicateur.....	8
1.3.10 - Notifications par échanges dématérialisés ou sus supports électroniques.....	9
1.4. Travaux intéressant la « Défense »-Obligation de confidentialité et mesures de sécurité.....	9
1.5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1.6. Dispositions générales.....	9
1.6.1 - Mesures d'ordre social-Application de la réglementation du travail.....	9
1.6.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés..	10
1.6.3 - Responsabilités et assurances.....	12
1.6.4 - Réalisation de prestations similaires.....	13
1.6.5 - Clauses sociales et environnementales.....	13
1.6.6 - Clause de réexamen.....	13
1.6.7 - Autres dispositions générales.....	13
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
3.1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15

3.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement de comptes.....	15
3.2.1 - Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :.....	15
3.2.2 - Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.....	18
3.2.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.....	18
3.2.4 - Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :.....	19
3.2.5 - Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :.....	19
3.2.6 - Modalités de transmission et de paiement.....	19
3.2.7 - Approvisionnement.....	19
3.2.8 - Répartition des dépenses communes de chantier.....	19
3.3. Variation des prix.....	19
3.3.1 - Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.....	19
3.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché.....	19
3.3.3 - Choix des index de référence.....	20
3.3.4 - Modalités de révision des prix.....	20
3.3.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	21
3.4. Modalités particulières de paiement.....	21
3.5. Augmentation du montant des travaux.....	22
ARTICLE 4 - DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	22
4.1. Délai de réalisation.....	22
4.2. Prolongation des délais d'exécution.....	22
4.3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	23
4.3.1 - Pénalités pour retard d'exécution.....	23
4.3.2 - Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	23
4.3.3 - Primes d'avance.....	23
4.4. Autres pénalités.....	23
4.4.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	23
4.4.2 - Documents fournis après exécution.....	24
4.4.3 - Période de préparation.....	24
4.4.4 - Rendez-vous de chantier.....	24

4.4.5 - Clauses sociales.....	24
4.4.6 - Autres pénalités diverses.....	24
4.4.7 - Pénalités environnementales pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers.....	24
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	27
5.1. Retenue de garantie.....	27
5.2. Avances.....	27
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRI-AUX ET PRODUITS.....	28
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	28
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	28
6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	28
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits four-nis par le maître de l'ouvrage.....	29
ARTICLE 7 - REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTA-TIONS DES OUVRAGES.....	29
7.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	29
7.2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	29
7.3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	30
7.4. Piquetage général.....	30
7.5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	30
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	30
8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	30
8.2. Études d'exécution des ouvrages.....	32
8.3. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	32
8.4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	33
8.4.1 - Installation des chantiers de l'entreprise.....	33
8.4.2 - Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	33
8.4.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	33
8.4.4 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	34
8.4.5 - Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	35
8.4.6 - Démolition de constructions.....	35
8.4.7 - Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre.....	35
8.4.8 - Dégradations causées aux voies publiques.....	35

8.5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	35
8.6. Registre de chantier.....	35
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	35
9.1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	35
9.1.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	35
9.1.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	36
9.2. Réception.....	36
9.2.1 - Réception des ouvrages.....	36
9.2.2 - Réceptions partielles.....	36
9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	36
9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	36
9.5. Documents fournis après exécution.....	36
9.6. Délai de garantie.....	37
9.7. Garanties particulières.....	37
9.7.1 - Garantie particulière d'étanchéité.....	37
9.7.2 - Garantie particulière du système de protection des structures métalliques.....	37
9.7.3 - Garantie particulière des systèmes de protection sur bois.....	38
9.7.4 - Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie.....	38
9.7.5 - Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité.....	38
9.7.6 - Autre(s) garantie(s) particulière(s).....	38
9.7.7 - Garantie particulière des joints de chaussée.....	38
ARTICLE 10 - RESILIATION.....	38
ARTICLE 11 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	39
11.1. Publics bénéficiaires de l'action d'insertion.....	39
11.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	39
11.3. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	40
11.4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	40
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	42
12.1. CCAG.....	42
12.2. CCTG et CPC travaux publics.....	42
12.3. Normes françaises homologuées.....	42

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître de l'ouvrage ».

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

La consultation concerne la reconfiguration de l'échangeur de Lempdès situé sur le territoire de la commune de Lempdès-sur-Allagnon, dans le département de la Haute-Loire. Leur réalisation s'insère dans l'opération d'aménagement à 2x2 voies de la RN 102 entre l'A75 et Brioude.

Les aménagements liés à cette reconfiguration consistent en :

- la création d'un giratoire,
- la jonction de l'actuelle RN102 Est sur ce giratoire,
- la jonction de l'actuelle RN102 Ouest sur ce giratoire,
- la construction de nouvelles bretelles entrée/sortie du sens sud/nord de l'A75 côté est de l'autoroute, raccordées à ce nouveau giratoire,
- l'amorce de la future RN102 à 2x2 voies depuis le nouveau giratoire,
- une jonction directe entre la RN102 Ouest et la future RN102,
- un bassin d'assainissement de 532 m³.

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

1.2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1.3. Intervenants et formes de notification

1.3.1 - MANDATAIRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

1.3.2 - DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1,6.3. ci-après.

1.3.3 - CONDUITE D'OPÉRATION

Sans objet.

1.3.4 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre suivante :

SIR de Mende-Montpellier
Site de Mende
4 avenue de la gare
48000 Mende

a assuré les missions suivantes :

- Les études de projet (PRO).

La maîtrise d'œuvre suivante :

ARTELIA
2, Avenue Lacassagne,
69425 LYON CEDEX 03

a été désignée pour les missions suivantes :

- L'assistance au maître de l'ouvrage, pour partie, pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA),
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (OPC),
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR),

et 6 missions complémentaires :

- MC1 : Mission d'appropriation
- MC2 : Etude de supervision géotechnique d'exécution G4
- MC3 : Mission de VISA avec contrôle intermédiaire
- MC4 : Assistance au maître d'ouvrage pour des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers
- MC5 : Assistance au maître d'ouvrage pour des missions de mise en service
- MC6 : Bilan de l'opération

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre de conception. En revanche, le décompte général est notifié par le pouvoir adjudicateur, et pas par le maître d'œuvre.

1.3.5 - CONTRÔLE TECHNIQUE

Sans objet.

1.3.6 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Bureau Veritas
CS 900002
Rue Bois Joli
63801 Cournon d'Auvergne

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS". Le coordonnateur SPS est Christophe FRAGNE.

1.3.7 - ORDONNANCEMENT, COORDINATION ET PILOTAGE DU CHANTIER (OPC)

Sans objet.

1.3.8 - AUTRES INTERVENANTS

- La DIR Massif Central, District Centre, en tant qu'exploitant et gestionnaire de la route RN102 et exploitant de l'A75,
- La commune de Lempdes-sur-Allagnon,
- L'architecte – STRATES Architecture et Urbanisme - 2, Rue de Belfort 69004 LYON (Tél. : 04 78 27 06 00),
- Le(s) entrepreneur(s) désigné(s) par le Maître d'ouvrage pour assurer les contrôles extérieurs,
- Le coordonnateur Environnement – Ecostratégie (à distinguer dans la suite du document du Correspondant Environnement de l'entreprise),
- Le topographe du maître d'ouvrage en charge des contrôles – le cabinet Freitas
- Le(s) entrepreneur(s) et/ou le CEREMA désigné(s) par le Maître d'ouvrage pour assurer le contrôle extérieur,
- La mission de facilitation des clauses sociales (Mathilde BLANC – L'Hermione – 13, avenue des Belges – 43000 LE PUY EN VELAY – Tél. : 04 71 06 06 80).

1.3.9 - REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, par le chef du pôle opérationnel ouest du service Mobilité Aménagement et Paysages et son adjoint pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5),
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4),
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6),
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 12.6),
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 13.2.2),
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 13.4.2),
- La réception du décompte général. (CCAG art. 13.4.4),
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1),
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3),
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2),
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2),
- la notification de commencement de la période de préparation ou des travaux,
- la validation préalable à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

1.3.10 - NOTIFICATIONS PAR ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS OU SUS SUPPORTS ÉLECTRONIQUES

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des

échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement. Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente, le titulaire est tenu de la fournir avant la notification du marché.

1.4. Travaux intéressant la « Défense »-Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1.5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.6. Dispositions générales

1.6.1 - MESURES D'ORDRE SOCIAL-APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article au prestataire e-attestations chargé de cette vérification pour le compte du RPA .

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

1.6.2.1. INTERVENANTS ÉTRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°
du ayant pour objet
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-4 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2. LUTTE CONTRE LES PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALES ILLÉGALES

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité sur simple constatation d'un défaut, dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1.6.3 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

1.6.3.1. RESPONSABILITÉS

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1.6.3.2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DE DROIT COMMUN

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

Pendant les travaux :

- dommages corporels : 4 500 000.00 € par sinistre,
- dommages matériels et immatériels : 750 000.00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000.00 €.

Après les travaux :

- tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000.00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000.00 €.

1.6.3.3. ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1.6.3.4. DISPOSITIONS COMMUNES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.6.4 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés, en application de l'article R2122-7 du CCP.

1.6.5 - CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1.6.5.1. CLAUSES SOCIALES

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte des objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Cette action d'insertion professionnelle des publics en difficulté est décrite à l'article 11 ci-après et fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1.6.5.2. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire aura à sa charge la mise en place des mesures et dispositions nécessaires pour répondre aux exigences environnementales du maître d'ouvrage pendant la réalisation des travaux, conformément aux prescriptions exprimées dans la Notice de respect de l'environnement (NRE).

L'organisation, la mise en place, le suivi et le contrôle du respect de ces mesures devront notamment faire l'objet de la part du titulaire de divers documents d'engagement [Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets de chantier (SOGED - Dispositions préparatoires, SOGED - Dispositions spécifiques), Plan de Respect de l'Environnement (PRE)].

1.6.6 - CLAUDE DE RÉEXAMEN

En cas de survenance d'une nouvelle phase de la crise sanitaire actuelle ou d'une comparable à celle que nous avons connue en 2020 (COVID-19), une clause de réexamen tel que prévue par l'article R 2194-1 du CCP est prévue au marché. Cette clause permet le réexamen des conditions d'exercice du contrat par avenant, à l'issue de chaque grande phase de la crise sanitaire, lorsque les autorités allègent ou au contraire renforcent les mesures de protection et au moment de la levée définitive des contraintes. Le titulaire proposera à l'acheteur public les ajouts ou les modifications induites. Elles se traduiront par la définition de prix nouveaux, basés sur les prix du marché et incluant les nouvelles contraintes liées à la crise sanitaire. Une modification du délai et du planning d'intervention pourra également être

mise en œuvre. Le titulaire est tenu de soumettre au pouvoir adjudicateur un dossier motivé permettant de justifier le réexamen des conditions du marché.

Le dossier contient notamment :

- Organisation générale – Politique globale du titulaire
- Modalité d'organisation des travaux dont (Transport, accès au chantier, adaptation de la base vie, matériel sanitaire, évolution de la coactivité, impacts sur l'utilisation des engins)
- Disposition pour les visites extérieures à l'entreprise (Moe, CSPS ...)
- Impact sur le marché
- Impact sur le planning
- Coût supplémentaire

1.6.7 - AUTRES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi,
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants,
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi,
- Dossier de plans d'ouvrages
 - Vue en plan de l'échangeur,
 - Profils en long de l'échangeur,
 - Profils en travers type,
 - Assainissement définitif,
 - Equipements,
 - Dispositifs de retenue,
 - Signalisation,
 - Réaménagement du PIA75,
 - Bassin B1,

- Plans de phasage de construction,
- Voie provisoire,
- Plans des déviations,
- Emprise projet,
- Bordereau des Prix (BPU),
- Détail Estimatif (DE),
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP,
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- Le CISSCT,
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ),
- Notice de Respect de l'Environnement (NRE),
- Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'environnement (SOPRE),
- Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED),
- Cadre du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement de comptes

3.2.1 - LES PRIX DU MARCHÉ SONT HORS TVA ET SONT ÉTABLIS EN TENANT COMPTE :

- de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et notamment :
 - participation aux réunions de chantier et au CISSCT,
 - des dépenses liées aux mesures du Plan d'Assurance Qualité,
 - des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement,

- pour les prix en période covid, en tenant compte des mesures sanitaires à mettre en œuvre en application du chapitre Ier bis : Etat d'urgence sanitaire du Titre III, du livre Ier de la troisième partie législative du Code de la santé publique (L 3131-12 et suivants),
 - des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur et aux dispositions mentionnées au SOPRE,
 - des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et aux mesures particulières liées aux prescriptions de la NRE, et des engagements pris dans le SOPRE et notamment des sujétions listées à l'article 1-6.5.2. « Clauses environnementales » du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier. Les missions de cet agent (Correspondant Environnement) sont définies et précisées dans la NRE.
- des frais de piquetage général défini à l'article 7,
 - des sujétions d'exécution particulières :
 - des contraintes d'approvisionnement du chantier liées au respect des règlements de voiries routières de chaque gestionnaire des voies d'accès au chantier et des arrêtés de voirie des collectivités territoriales et notamment en matière gabarit de tonnage autorisé et de barrières de dégel,
 - des contraintes de chantier liées aux respects des arrêtés préfectoraux et émanant des collectivités territoriales concernant les nuisances et les risques,
 - des contraintes d'exécution liées à la présence de réseaux aériens et souterrains (eau, électricité, téléphone, fibre optique, gaz, signalisation, etc.) et des prescriptions qui sont imposées par les gestionnaires de ces réseaux. Les réseaux devront être maintenus opérationnels pendant les travaux,
 - des contraintes liées au maintien de la circulation sur les différentes voies concernées par le projet,
 - des contraintes d'accès et de desserte du site,
 - des contraintes liées aux modalités de gestion de la circulation sur les voies publiques précisées au CCTP et à l'article 8-4.4 du présent CCAP,
 - le chantier est interdit avant 7h et après 20h, sauf accord express du maître d'œuvre,
 - des contraintes d'exploitations sous chantier,
 - de la nature et caractéristiques des ouvrages existants,
 - de la nature des terrains rencontrés,

- prise en compte de sujétions liées à la vérification par le maître d'œuvre des documents d'études, des modifications ou corrections ou mises au point des documents préalablement au VISA,
- de l'établissement à la charge du titulaire du marché d'une étude géotechnique G3,
- des conditions géologiques et hydrogéologiques sur le site relatif aux niveaux des eaux souterraines,
- les emprises du chantier seront délimitées sur le plan des emprises joint au marché. Le titulaire devra en tenir compte dans l'organisation du chantier. Les pistes de chantier seront agréées par le maître d'œuvre, il ne sera pas toléré de piste "sauvage",
- le chantier devra être mené avec un souci particulier de protection de l'environnement. L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter toute pollution de l'environnement naturel. Des dispositions visant à s'affranchir de l'émission de poussières devront être prises pour limiter les risques pour les usagers et riverains des voies de circulation et les nuisances sur l'environnement,
- les installations relatives à l'entretien des engins de chantier seront agréées par le maître d'œuvre tant en ce qui concerne leur implantation que leur fonctionnement. Les conditions de stockage et de manipulation de produits dangereux (huiles, hydrocarbures, ciment,...) feront l'objet d'une attention particulière. La maintenance des engins de chantier sera réalisée uniquement dans la zone d'installation de chantier,
- des prescriptions de l'arrêté préfectoral Loi sur l'Eau n°DDT-SEF-2015-203,
- des prescriptions de l'arrêté CNPN n°DDT SEF 2019-425,
- des sujétions liées au contrôle extérieur, épreuves, points d'arrêts, points de contrôle,
- des prescriptions concernant les conditions générales d'exécution des travaux énoncées dans le CCTP.
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :
 - les travaux éventuels d'entretien courant des gestionnaires de voirie ;
 - les travaux de déplacement de réseaux dans l'emprise des travaux et dans leur environnement immédiat par les concessionnaires ;
 - les éventuelles fouilles archéologiques présentes à proximité des emprises ;
 - les travaux des ouvrages routiers et hydrauliques ouest de la future RN102,
 - les travaux des ouvrages routiers et hydrauliques est de la future RN102,
 - les travaux des PI routiers de la future RN102,
 - les travaux du viaduc de la Leuge.
- En tenant compte des sujétions liées aux missions du contrôle extérieur.

- En tenant compte des emprises du chantier fournies dans les cahiers de plans du marché,
- En tenant compte des précautions, prestations et frais complémentaires, et en particulier :
 - indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'entrepreneur en dehors des emprises mises à sa disposition par le maître d'ouvrage et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les circulations diverses, etc,
 - dépenses de chantier liées aux installations de chantier, aux accès et à leur entretien,
 - maintien et entretien des accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux routes existantes (y compris chemins agricoles),
 - surveillance, nettoyage de la voirie publique aux abords du chantier et des sites de dépôts des déblais pendant la durée des travaux (enlèvement de la boue, balayage des chaussées, lavage si nécessaire,...). Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, en cas de dégradations, les chaussées devront être immédiatement réparées aux frais de l'entreprise et en suivant les indications fournies par le maître d'œuvre,
 - mesures particulières à l'établissement des constats contradictoires sur les ouvrages avoisinants susceptibles d'être impactés par les travaux,
 - mesures particulières à l'établissement des conventions d'occupation et/ou de passage dans les propriétés privées pour les besoins du chantier,
 - mesures de sécurité et de maintien en état de fonctionnement permanent de tout réseau et/ou canalisation existante, y compris le piquetage préalable à la reconnaissance des réseaux souterrains et aériens ainsi que l'établissement d'un plan constat,
 - obtention des autorisations administratives nécessaires : notamment celles relatives à l'incidence du chantier sur les conditions de circulation sur les voies publiques,
 - respect des consignes d'Hygiène et de Sécurité,
 - remise en état de terrains, d'ouvrages et d'emplacements occupés ou utilisés par le chantier,
 - protection des eaux de ruissellement et des eaux souterraines contre les risques de pollution de toute nature due à l'exécution des travaux (engins de terrassement, de transport, etc.),
 - prise en compte de l'existence de sources, poches d'eau et nappes phréatiques, lors de la réalisation des travaux,
 - maintien des écoulements hydrauliques existants pendant toute la durée des travaux,
 - toutes contraintes de phasages, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces constitutives du marché,
 - renforcement des pistes d'accès existantes et voies publiques utilisées à proximité du chantier en fonction du matériel devant transiter ainsi que leur entretien permanent,

- le dimensionnement et la mise en place, aux frais du titulaire, des dispositifs de dérivation, de drainage, d'assainissement des pistes et des plateformes et de traitement provisoires des eaux de ruissellement pendant la phase des travaux, pour assurer l'exutoire de l'ensemble des eaux ruisselant sur le site des travaux, et toutes sujétions liées à la présence d'eau pendant la réalisation des travaux, en particulier tous frais de pompage pour assainir le chantier et éviter la pollution des masses d'eaux superficielles et souterraines,
 - fourniture et mise en œuvre de tous les matériaux pour ouvrages provisoires, y compris leur transport pour amenée et évacuation, ainsi que les pertes,
 - Tous les frais d'outillage, y compris le double transport, la location, les pertes et avaries, les fournitures d'énergie, les frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement,
 - tous les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour déplacements, paniers, intempéries, etc,
 - dépenses de chantier liées aux installations de chantier et aux accès, (frais de gardiennage de jour comme de nuit des installations et de clôtures provisoire pendant la durée du chantier) y compris la période entre les OPR et la réception,
 - la réalisation du chantier devra impérativement tenir compte de la nécessaire coordination avec les entreprises et services devant travailler en même temps sur le chantier, notamment les différents services (ou leurs entreprises dûment mandatées) pour les réalisations des essais de contrôles, des travaux de mises en services des divers réseaux (EU, EP, AEP, réseaux électriques, de télécommunication, gaz) ainsi que des déposes d'ouvrages à supprimer.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station météorologique de Loudes (43)

- Les prix du marché sont établis en tenant compte des dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets.

3.2.2 - OUTRE LES FACILITÉS DONT POURRAIT BÉNÉFICIER L'ENTREPRISE POUR L'INSTALLATION DE SES CHANTIERS, EN APPLICATION DU 8-4.1 CI-APRÈS, LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE NE FOURNIRA AUCUNE PRESTATION À TITRE GRATUIT.

3.2.3 - LES OUVRAGES OU PRESTATIONS FAISANT L'OBJET DU MARCHÉ SONT RÉGLÉS PAR APPLICATION DES PRIX UNITAIRES ET/OU FORFAITAIRES DONT LE LIBELLÉ EST DONNÉ DANS LE BORDEREAU DES PRIX

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

3.2.4 - DANS LES VINGT JOURS À COMPTER DE LA DEMANDE DU MAÎTRE D'ŒUVRE PAR ORDRE DE SERVICE, LE TITULAIRE FOURNIRA :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires,
- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

3.2.5 - LES MODALITÉS DU RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ SONT LES SUIVANTES :

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 et 13.2 du CCAG.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3.2.6 - MODALITÉS DE TRANSMISSION ET DE PAIEMENT

3.2.6.1. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PIÈCES DE PAIEMENT

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.2.6.2. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.2.7 - APPROVISIONNEMENT

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3.2.8 - RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.3. Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 - LES PRIX SONT RÉVISABLES PAR APPLICATION DE FORMULES REPRÉSENTATIVES DE L'ÉVOLUTION DU COÛT DES PRESTATIONS ET SUIVANT LES MODALITÉS FIXÉES AUX ARTICLES 3.3.3 ET 3.3.4

3.3.2 - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3.3.3 - CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP02	Prix 101 à 416
TP03a	Prix 501 à 522
TP02	Prix 601 à 618

TP09	Prix 701 à 709
TP02	Prix 801 à 1222

Par dérogation aux articles 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

3.3.4 - MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

Le coefficient de révision Cn est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_n}{I_o} \right)$$

avec : I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.3.5 - APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation),
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 13.5.1 du CCAG Marchés de travaux, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant,
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE,
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant,
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa,
- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant,
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité,
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

A chaque situation de travaux, l'Entrepreneur sera tenu de présenter au Maître d'Œuvre un projet de décompte. Chaque projet de décompte sera accompagné d'un détail des quantités de prix unitaires et des parts de forfaits prises en compte en fonction :

- de leur mode d'évaluation estimé ou mesuré,
- de leur correspondance avec les familles de travaux définies par le Maître d'Ouvrage.

Les quantités prises en considération dans l'établissement du décompte mensuel devront être issues des métrés issus des plans au statut BPE, et conforme à l'avancement constaté des travaux.

La part de travaux faisant l'objet d'une simple estimation ne pourra excéder une part du montant total du décompte fixée en fonction de l'avancement des travaux :

Pourcentage d'avancement financier du marché	Part maximale des travaux faisant l'objet d'une simple estimation
Entre 0 et 85%	15%
Au-delà de 85%	Pourcentage du restant financier du marché

3.5. Augmentation du montant des travaux

Les dispositions de l'article 15.4 du CCAG sont appliquées.

ARTICLE 4 - DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4.1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés, au-delà du nombre de jours d'intempéries prévisibles défini à l'article 3-2.1, constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels (précipitations d'eau ou de neige, température, vent) ont empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station météorologique de Loudes.

Les constatations d'impossibilité de travailler et les décisions d'arrêt de chantier qui en découlent seront décidées contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire, dans les 24 heures suivant ces intempéries au plus tard, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte. Elles seront attestées par un constat journalier rédigé en 3 exemplaires par le titulaire, signé par chacune des parties. Un exemplaire sera remis au maître d'ouvrage.

Le décompte mensuel récapitulatif sera fait par le titulaire accompagné du relevé de METEO France.

Seuls les jours ouvrés sont retenus dans la détermination des intempéries.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés. La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché.

4.3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.3.1 - PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

Le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 250 € par 1/4 d'heure de retard à la remise en circulation en cas de coupure de circulation d'un axe de nuit. Cette pénalité s'applique uniquement aux coupures d'axe de nuit.

Les durées de coupures de bretelles éventuellement réalisées de jour sont soumises à l'accord de l'exploitant et du maître d'œuvre. Elles feront l'objet d'un engagement de la part du titulaire. Sur cette base, le titulaire subira une pénalité journalière de 3000 €/ jour de retard à la remise en circulation.

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG, les pénalités appliquées sur chaque phase seront maintenues même si le délai global est respecté.

Ces pénalités ne suppriment pas toute conséquence financière d'accélération ou de modification de planning que l'entreprise aurait à sa charge pour permettre de s'intégrer dans un nouveau créneau de coupure favorable pour l'exploitation.

4.3.2 - PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION DES DÉLAIS DISTINCTS

Sans objet.

4.3.3 - PRIMES D'AVANCE

Sans objet.

4.4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4.4.1 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

À la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

4.4.2 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 €

4.4.3 - PÉRIODE DE PRÉPARATION

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 €.

4.4.4 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1000 €.

4.4.5 - CLAUSES SOCIALES

Le non-respect de la réalisation des heures d'insertion définies à l'article 11.1 du présent CCAP, imputable au titulaire, entraînera une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée ou non validée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 11.4 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 10 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

4.4.6 - AUTRES PÉNALITÉS DIVERSES

- Pénalité pour non-respect des règles de sécurité sur un chantier sous circulation. Elle est fixée forfaitairement à 2 000 € HT.
- Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut de respect des prescriptions du marché ou d'un ordre de service, par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux. Le montant est fixé forfaitairement à 2000 € HT. En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 5 000 € HT.
- Pénalité pour non-respect des consignes édictées dans la notice de sécurité en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ou des mesures générales émanant du coordonnateur S.P.S. Elle est fixée forfaitairement à 2000 € HT.
- Pénalité pour non-respect des consignes édictées dans le PAQ. Elle est fixée forfaitairement à 2 000 € HT.
- Pénalité pour non-remise des études et documents d'exécution suivant les dispositions de l'article 8-1. du présent C.C.A.P. Elle est fixée forfaitairement à 500 € HT dès le premier jour de retard, puis le montant de la pénalité sera porté à 500 € HT par jour de retard supplémentaire.
- Pénalité pour non-remise par l'entreprise des éléments nécessaires à la constatation des prestations réalisées : Pour l'application de l'article 12. 2 du CCAG, en l'absence de demande du titulaire, le maître d'œuvre fixera la date de constatation par ordre de service. Cet ordre de service précisera les éléments de calculs nécessaires à la constatation (métrés, cubatures, etc...) et les parties d'ouvrages concernées. Ces

éléments seront transmis par l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service. En cas de non-respect du délai concernant la production des éléments de calcul nécessaires à la constatation : une pénalité journalière de 500 € HT sera appliquée à partir du 16^{ème} jour suivant la date de réception de l'ordre de service.

4.4.7 - PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES POUR DOMMAGES CAUSÉS À L'ENVIRONNEMENT OU AUX TIERS

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement,
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables,
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Les tableaux suivant établissent les pénalités environnementales applicables en cas d'infractions constatées pour/sur le chantier, par le coordonnateur environnement et/ou le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. Cette liste est non exhaustive.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité, sous peine de renouvellement de pénalité. En cas de récidive, le montant de la pénalité est doublé.

4.4.7.1. LES INFRACTIONS DE COMPORTEMENT ET TOUTE AUTRE ACTION SANS CONSÉQUENCE SUR L'ENVIRONNEMENT :

Infractions constatées par cas constaté et/ou par jour calendaire	Montant HT applicable par pénalité
<ul style="list-style-type: none"> • Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement. • Absence de production des documents environnementaux (PRE, dossier bruit de chantier, journal environnement, dossier de synthèse de suivi environnemental, ...). [pénalité par jour constaté] • Mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...). • Absence de poubelles au niveau de l'installation de chantier, abandon de déchets sur l'emprise ou en dehors,... • Défaut d'entretien des clôtures et barrières protégeant le milieu naturel. • Non-intervention suite à la sollicitation du maître d'œuvre pour des prélèvements et analyses sur l'assainissement provisoire, les cours d'eau ou les eaux souterraines (par point de prélèvement). [par point de prélèvement] 	500 €

<ul style="list-style-type: none"> • Absence des kits anti-pollution dans les engins ou sur les zones de travaux. • Absence ou mauvais dimensionnement du système de rétention pour les produits ou déchets dangereux. • Mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic. • Entretien d'engin ou avitaillement en carburant réalisé en dehors des zones autorisées. • Méconnaissance de la procédure d'urgence par le personnel. • Non-respect de la procédure obligatoire de prise en compte des recommandations du coordonnateur environnement. • Non-respect des plans validés des installations de chantier et les zones de stationnement d'engins ou de matériels. • Jours d'absence du Correspondant Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion. 	500,00 €
---	----------

4.4.7.2. LES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT OU DÉGRADATIONS RÉPARABLES :

Infractions constatées par cas constaté et/ou par jour calendaire	Montant HT applicable par pénalité
<ul style="list-style-type: none"> • Non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisage, de dessouchage ou de déchets de chantier. • Pompage d'eau pour les besoins du chantier en dehors des emplacements définis par le maître d'œuvre. • Défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux, de ruissellement. • Non-respect des exigences de qualité de l'eau visées dans la NRE, pour les rejets de l'assainissement provisoire (par point de mesure à chaque contrôle). • Défaut d'intervention suite à l'apparition d'espèces exotiques envahissantes. • Nettoyage insuffisant du chantier et de ses abords. • Non-respect d'autres prescriptions environnementales définies au marché, non visée dans la présente liste. 	1000 €

<ul style="list-style-type: none"> • Non-intervention sur le réseau provisoire d'assainissement 48 heures après notification par le maître d'œuvre d'un dysfonctionnement / par notification et par tranche de 24 heures au-delà des 48 heures de délai. • Coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du coordonnateur environnement. • Non-respect des clauses environnementales prévues dans la Notice de Respect de l'Environnement - Exigences du MO pour la protection de l'environnement pendant les travaux -, relatives au bruit, air et santé, émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs, dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation... • Nettoyage ou purge des toupies à béton ou pompes à béton en dehors des fosses prévues à cet effet. • Absence ou mauvais dimensionnement d'un dispositif de rétention étanche pour le stockage de tout produit polluant ou dangereux (y compris déchets). • Jours d'absence du Correspondant Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion 	2000 €
<ul style="list-style-type: none"> • Vidange intentionnelle, rejet direct, fuite de tout produit polluant, dangereux ou toxique effectué sur le chantier, sur le sol ou dans les eaux superficielles. • Constat d'atteinte et de dégradation par pénétration d'engin dans les zones naturelles sensibles et toutes zones interdites, y compris constat d'engin dans le lit mineur des cours d'eau, non-respect des limites d'emprises préservées. 	5000 €

4.4.7.3. LES DÉGRADATIONS IRRÉVERSIBLES, DESTRUCTIONS DE MILIEUX OU POLLUTIONS IMPORTANTES :

Infractions constatées par cas constaté	Montant HT applicable par pénalité
--	---

<ul style="list-style-type: none"> • Destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt, • Comblement des mares avant sauvegarde des espèces protégées, • Rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de la faune ou atteinte à la nappe souterraine. • Pollution avérée d'un milieu sensible (cours d'eau, zone humide...) • Élimination des déchets de chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées 	10 000 €
--	-----------------

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie, à ses frais et risques, à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché, en apportant les mesures correctives dans les plus brefs délais.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les mesures correctives apportées par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Sans objet.

5.2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 25 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 25 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7 - REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

7.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7.2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7.3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7.4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les parcelles liées aux travaux objets du marché.

7.5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- Canalisations des réseaux humides ainsi que l'ensemble réseaux secs électriques et téléphoniques.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier en présentant au maître de l'ouvrage sous la forme écrite et motivée un mémoire d'indemnisation.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

- Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :
Par les soins du titulaire :
 - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation,
 - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation,
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation,
 - Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est accompagné :
 - du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement et remise au maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. (Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre).
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant, sous-traitant inclus.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- Établissement du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) sur la base du SOPAQ dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants),
- Établissement du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) sur la base du SOPRE dans un délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants),

- Mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du SOGED – Dispositions spécifiques dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation,
- Établissement du dossier « Bruit de chantier », réalisé conformément aux dispositions et prescriptions du Guide technique « Maîtrise du bruit des chantiers de construction des infrastructures de transport terrestres » SETRA-IDRRIM de novembre 2011,

L'article R.571-50 du Code l'environnement précise qu'au préalable du démarrage d'un chantier de construction d'une infrastructure de transports terrestres, le maître d'ouvrage fournit au préfet de département concerné et au maire de la commune sur le territoire de laquelle sont prévus les travaux et les installations de chantier, les éléments d'information utiles sur la nature du chantier, sa durée prévisible, les nuisances sonores attendues ainsi que les mesures prises pour limiter ces nuisances.

Ces éléments doivent parvenir aux autorités concernées, un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Le titulaire du marché prendra toutes les mesures nécessaires pour réaliser et transmettre ce dossier, afin que le maître d'ouvrage puisse satisfaire aux obligations de transmission visées supra.

- Établissement et remise au maître d'œuvre du programme financier après visa du programme d'exécution par le maître d'œuvre. Il fera apparaître le montant des dépenses mensuelles prévisibles par natures d'ouvrages,
- Réalisation d'un état des lieux de chaque voirie, publique ou privée, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre et un représentant du gestionnaire des voies concernées,
- Réalisation des DICT sur toute l'emprise du chantier délimitée par les clôtures provisoires et étendue aux zones de stockages, de manœuvre et autres espaces impactés par les opérations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- Établissement des constats contradictoires sur les ouvrages avoisinants susceptibles d'être impactés par les dits travaux,
- Réalisation des sondages de reconnaissances réseaux souterrains,
- Élaboration du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (D.E.S.C.) en collaboration avec le maître d'œuvre et les gestionnaires des voiries concernées notamment les exploitants de la RN n°102 et de l'A75, des demandes des arrêtés de réglementation de circulation dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il comportera :
 - des plans décrivant le phasage des travaux,
 - des plans sur lesquels figurera la signalisation de chantier en fonction des phasages (panneaux, distance d'implantation, numéro de la fiche du Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles, ...).
- Fourniture du plan de mouvement des terres,
- Fourniture de la totalité des sous détails de prix unitaires et forfaitaires des entreprises et ceux des sous-traitants.

- Mise en place des clôtures provisoires.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des réceptionnés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8.2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique. dans les formats et caractéristiques suivants : les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8.3. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8.4.1 - INSTALLATION DES CHANTIERS DE L'ENTREPRISE

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP,
- Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée, comportant un accès à internet et une imprimante,
- Une salle de réunion pouvant accueillir 20 personnes et un emplacement pour le stationnement des véhicules de ces personnes,
- Un local sanitaire (WC + lavabo + douche).

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8.4.2 - LIEUX DE DÉPÔT DES DÉBLAIS EN EXCÉDENT

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8.4.3 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS)

8.4.3.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

8.4.3.2. AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

8.4.3.3. MOYENS DONNÉS AU COORDONNATEUR SPS

a) Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

b) Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats,

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS,
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet,
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

c) Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants_

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8.4.4 - SIGNALISATION DES CHANTIERS À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- DIR Massif Central - District Centre pour le réseau national,
- Communes de Lempdes sur Allagnon pour le réseau communal,
- Conseil Départemental de Haute-Loire pour le réseau départemental.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise. La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10 et/ou par feux tricolores au choix de l'entreprise. L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquet K10 est assurée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

8.4.5 - MAINTIEN DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉCOULEMENT DES EAUX

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8.4.6 - DÉMOLITION DE CONSTRUCTIONS

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8.4.7 - EMPLOI D'EXPLOSIFS- ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE

L'entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires et se soumettre à la réglementation en vigueur, conformément à l'article 31 du CCAG.8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques.

8.4.8 - DÉGRADATIONS CAUSÉES AUX VOIES PUBLIQUES

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8.5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

L'utilisation d'espaces fonciers sur le domaine public ou privé pour les besoins du chantier tant pour les manœuvres d'engins que les stockages de matériaux et de matériels, fera l'objet de constats contradictoires préalables et l'établissement de conventions assorties d'indemnités adaptées avec les propriétaires de ces terrains.

Il va de même pour tout ce que les travaux pourraient engendrer de désordres sur le voisinage.

8.6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 - VÉRIFICATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET ÉPREUVES

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.1.2 - ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.2. Réception

9.2.1 - RÉCEPTION DES OUVRAGES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. La réception des ouvrages pour lesquels les travaux sont achevés, ne peut être prononcée que sous réserve :

- de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P. et après achèvement complet des travaux ;
- de la remise du quitus des voiries ;
- de la remise par l'Entrepreneur des documents conformes à l'exécution de l'ouvrage réceptionné.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Il est rappelé que le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception (et non après les opérations préalables à la réception) concernant l'ouvrage correspondant ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la

réalisation des travaux, alors même que la réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans réserve ou réfaction relative à ces dommages.

9.2.2 - RÉCEPTIONS PARTIELLES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés,
- Les notices de fonctionnement,
- Les prescriptions de maintenance,
- Dans le cadre des obligations du Plan de Respect de l'Environnement, le titulaire remettra le dossier de synthèse tel qu'il est prévu au §2.9 de la Notice du Respect de l'Environnement.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9.6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

9.7. Garanties particulières

9.7.1 - GARANTIE PARTICULIÈRE D'ÉTANCHÉITÉ

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les tabliers des ouvrages pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux

défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

La présente garantie est sans préjudice de l'application de la garantie décennale régie par les principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil en ce qui concerne les autres désordres ou au-delà du délai de 5 ans. Le maître de l'ouvrage conserve en outre le droit d'invoquer la responsabilité décennale plutôt que la présente clause.

9.7.2 - GARANTIE PARTICULIÈRE DU SYSTÈME DE PROTECTION DES STRUCTURES MÉTALLIQUES

Toutes les parties d'ouvrage métalliques (barrières de sécurité et autres structures métalliques) sont considérées comme appartenant à la catégorie 1 définie par l'article 1.3 du fascicule 56 du CCTG révisé en 2004.

Les garanties applicables sont celles de l'article 1.5 du fascicule 56 du CCTG. Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection anti-corrosion par galvanisation à chaud, par peinture ou par procédé thermo-laqué mis en œuvre sur les équipements et structures ou éléments métalliques pendant les délais stipulés aux cadres définis au chapitre 1 du fascicule 56 du cahier des clauses techniques générales et explicités pour chaque partie d'ouvrage dans le CCTP.

Les délais courent à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

La présente garantie est sans préjudice de l'application de la garantie décennale régie par les principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil en ce qui concerne les autres désordres ou au-delà des délais mentionnés au fascicule 56 du CCTG.

Le maître de l'ouvrage conserve en outre le droit d'invoquer la responsabilité décennale plutôt que la présente clause.

9.7.3 - GARANTIE PARTICULIÈRE DES SYSTÈMES DE PROTECTION SUR BOIS

Sans objet.

9.7.4 - GARANTIE PARTICULIÈRE DES PEINTURES SUR MAÇONNERIE, ENDUITS ET SERRURERIE

Sans objet.

9.7.5 - GARANTIE PARTICULIÈRE DE FONCTIONNEMENT D'INSTALLATION DE HAUTE TECHNICITÉ

Sans objet.

9.7.6 - AUTRE(S) GARANTIE(S) PARTICULIÈRE(S)

Sans objet.

9.7.7 - GARANTIE PARTICULIÈRE DES JOINTS DE CHAUSSEE.

Sans objet.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11.1. Publics bénéficiaires de l'action d'insertion

- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple "Défense 2ème chance" ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur de la clause sociale, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Le volume horaire de travail précisé ci-après est obligatoirement réservé aux publics visés par l'article 11-1.

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de 350 heures.

11.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.

- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

11.3. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises coordonné par :

<p style="text-align: center;">CIPRO 43 M. Matthieu FOURNET-FAYARD – Facilitateur de clauses sociales 13 avenue des Belges 43000 LE PUY EN VELAY Tél. : 04.71.06.06.80 Courriel : clauses43@cipro43.com</p>

Dans ce cadre, le facilitateur de clauses sociales apportera un soutien à(aux) entreprise(s) attributaire(s) pour l'aider à satisfaire à la clause sociale et aura ainsi pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale,
- Accompagner l'entreprise pour définir ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause sociale,
- Identifier le public susceptible de bénéficier de la clause sociale,
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

11.4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

12.1. CCAG

AE 3.1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1.3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1.6.3.3	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 1.6.3.4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3.2.1	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 3.3.3	déroge aux articles	13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 4.3.1	déroge à l'article	20.1 et 20.1.5 du CCAG
CCAP 4.4.6	déroge à l'article	48.1 du CCAG
CCAP 6.3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7.5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8.1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 8.2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 9.1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9.1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge à l'article	41.1 du CCAG
CCAP 9.5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 9.6	déroge à l'article	42.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	46.3.1 du CCAG

12.2. CCTG et CPC travaux publics

12.3. Normes françaises homologuées

12.4. Autres normes